

NEWSLETTER

n°1 - Octobre/Novembre 2022



Anne LE HÉNANFF

Députée de la 1ère
circonscription du Morbihan

EDITO

Madame, Monsieur,
Chers amis,

Je suis heureuse de vous faire parvenir ma première newsletter de députée.

Cette lettre bimensuelle possède un double objectif: celui de maintenir le lien avec vous mais également de vous informer de mes activités, que ce soit en circonscription, sur le terrain ou à la permanence de Vannes, ou à l'Assemblée nationale, dans l'hémicycle ou à la commission de la Défense.

Le contexte politique de ce mandat avec une majorité relative, exigera de moi une présence encore plus assidue que mes prédécesseurs à Paris. Chaque voix compte et les expériences malheureuses récentes prouvent que parfois certains votes ont été perdus de très peu !

Vous connaissez mon fort attachement à la proximité avec les acteurs locaux, aussi cette lettre est un moyen de valoriser mon action tout en faisant de la pédagogie sur mon travail national.

Ce premier numéro, vous le verrez, est très riche. Il s'est passé beaucoup de choses depuis début septembre ! Je souhaite que chaque sujet local puisse remonter au niveau national. Je l'ai déjà fait sur le logement, sur la protection du pouvoir d'achat et bien d'autres sujets en prenant part à des votes importants pour les habitants et les communes.

N'hésitez pas à me rejoindre également sur les réseaux sociaux et à réagir pour me saisir sur des sujets que vous estimez majeurs.

Bonne lecture et à très vite !

MES CHIFFRES CLÉS

(DEPUIS DÉBUT OCTOBRE)



4 questions écrites au Gouvernement



1 question d'actualité au Gouvernement



+ de 60 déplacements en circonscription



+ de 40 rendez-vous en circonscription et à Paris



4 interventions longues en commission de la Défense



Présente à 48 séances dans l'hémicycle



170 votes par scrutin public dans l'hémicycle



2 votes solennels sur l'ensemble des textes

ASSEMBLÉE NATIONALE et PARIS



Audition du Général Rodriguez, Directeur général de la Gendarmerie nationale

En réunion de la commission de la Défense, j'ai interrogé le Général Rodriguez, directeur général de la Gendarmerie nationale, sur les moyens humains et financiers en matière de cybersécurité, dans le cadre du projet de loi de finances pour 2023.

Les récentes cyberattaques de plusieurs de nos hôpitaux et collectivités nous ont montré à quel point il était nécessaire que nous mettions en œuvre tous les outils dont nous disposons afin de lutter contre les cybercriminels.

La formation de cyber-enquêteurs est l'une des clés essentielles, de même que l'accompagnement et la prévention des acteurs qui peuvent être la cible de ces attaques.

[Voir la vidéo](#)



Défense de mon amendement à l'article 4 de la LOPMI, en commission des Lois

Je suis intervenue en commission des Lois dans le cadre de l'examen du projet de loi d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur (LOPMI), pour y défendre un amendement que j'avais déposé à l'article 4.

Cet amendement visait à élargir la formulation de prise en compte, par les assurances, de tous les dommages matériels et immatériels causés aux victimes, et pas seulement la rançon, et d'allonger le délai de dépôt de plainte à 48h à partir du constat de l'infraction.

Je me réjouis véritablement de l'adoption de mon amendement qui s'inscrit dans un article de bon sens, puisqu'il prend en compte les victimes ainsi que les dommages causés, mais accompagne et conforte également les actions des services d'enquête.

En effet, nous devons œuvrer à une montée en compétence des nombreux organismes victimes de cyberattaques (TPE, PME, artisans, collectivités, associations, etc...), et valoriser le lien assurance/ assuré comme un véritable levier pour améliorer le niveau de cybersécurité des systèmes d'information.

Je ne manque pas de poursuivre mon engagement sur ce sujet depuis que le texte est discuté en séance publique.

[Voir la vidéo](#)



Ma question d'actualité au Gouvernement sur la qualité de l'air en France

Lors de la séance de questions d'actualité au Gouvernement, le 18 octobre dernier, j'ai interrogé le ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, Christophe Béchu, sur les actions fortes qu'il entend mener pour faire respecter en France les seuils limites de pollution.

Dans sa réponse, il a confirmé sa rencontre prochaine avec les présidents des métropoles concernées par les Zones à faibles émissions mobilité. Malgré une nette amélioration de la qualité de l'air, la décision du Conseil d'État, nous rappelle l'urgence à agir pour réduire la pollution atmosphérique en France.

Retrouvez sur [le site du Ministère de la transition écologique](#), l'ensemble des mesures qui seront prises dans les semaines à venir.

[Voir la vidéo](#)



Lancement du Réseau Radio du Futur au Ministère de l'Intérieur

Aux côtés du Ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, le 13 octobre dernier, pour la conférence de presse de lancement du Réseau Radio du Futur (RRF), en présence de mon collègue sénateur Loïc Hervé, des industriels lauréats du marché public et des services de sécurité et de secours.

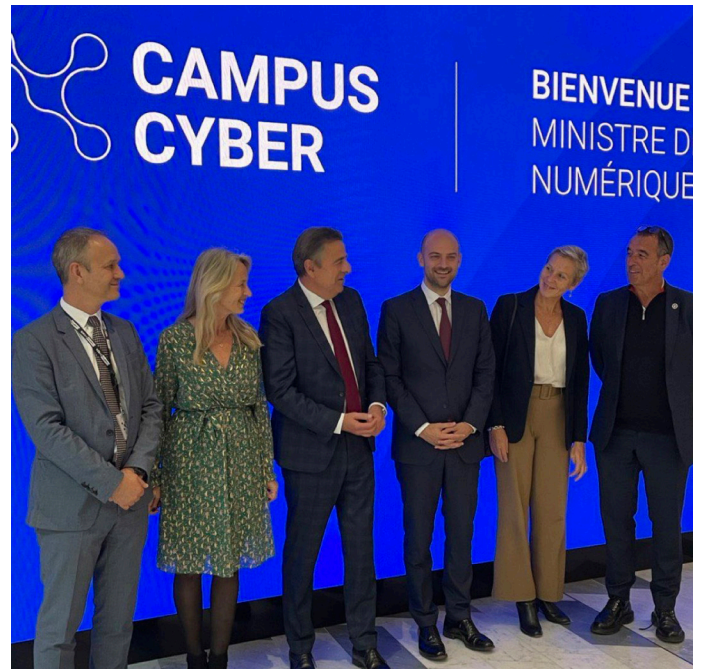
Ce nouveau réseau de communication très haut-débit est destiné aux services de sécurité et de secours de notre pays. Il fait entrer nos forces d'intervention dans le XXIème siècle, mettant la France en position de forte innovation technologique.

Il sera disponible partout sur notre territoire, tout le temps, de manière homogène et proposera de multiples usages aux forces en mobilité, tout en assurant une sécurité de télécommunication optimale.

Regardez la vidéo pour en savoir plus :



Intervention aux Rencontres de la Garde nationale



Visite du Campus Cyber avec le Ministre Jean-Noël Barrot

J'étais aux côtés de Jean-Noël Barrot, Ministre délégué chargé de la transition numérique et des télécommunications, venu présenter la feuille de route du Gouvernement en terme de cybersécurité.

Une feuille de route ambitieuse et volontariste qui protège les usagers et accompagne la filière d'excellence française.

Inauguré en début d'année, le Campus Cyber, situé à La Défense, est le lieu «totem» de l'écosystème français de la cybersécurité où start-ups, chercheurs, grandes entreprises, écoles, ... échangent et travaillent.

J'ai notamment eu le plaisir de retrouver Gatewatcher, Yes We Hack ou encore l'Anssi.

Ravie d'avoir contribué, le 14 octobre dernier, à la première table-ronde intitulée «Approche plurielle des territoires» dans le cadre des Rencontres de la Garde nationale.

Cela fut l'occasion de revenir sur la relation entre les réserves et les territoires ainsi que sur les perspectives pour une Garde nationale au plus près des habitants et des collectivités territoriales.

Tout est réuni pour la mise en place d'un grand plan des réserves en France : une ambition forte insufflée par le Président de la République, des moyens financiers ambitieux dans le projet de loi de finances pour 2023, et une Garde nationale dont le rôle sera stratégique pour la résilience des territoires.

MES ACTIONS POUR LE LOGEMENT

Depuis la rentrée, j'ai interpellé à plusieurs reprises le Gouvernement au sujet des **problématiques de logement** dans ma circonscription, et plus largement dans le Morbihan. En effet, je souhaite me faire **le relai des préoccupations des maires et élus locaux** sur les enjeux liés au logement, à l'Assemblée nationale.

Aussi, j'ai adressé en septembre **deux Questions Ecrites** au Gouvernement:

- sur la [décorrélacion de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et de la taxe foncière sur les propriétés bâties](#) ;
- sur l'[actualisation des zones d'indemnités de résidence](#).

J'ai également déposé **plusieurs amendements** dans le cadre du projet de loi de finances pour 2023:

- pour demander la décorrélacion de la variation du taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires de celle de la taxe de la foncière sur les propriétés bâties;
- pour demander la décorrélacion, pour les communes littorales, de la variation du taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires de celle de la taxe de la foncière sur les propriétés bâties;
- extension du nombre de communes qui pourront appliquer une taxe annuelle sur les logements vacants.

«JE FAIS DU LOGEMENT UN SUJET MAJEUR DE MES ENGAGEMENTS POUR CE MANDAT»

Mercredi 19 octobre 2022, la Première Ministre Elisabeth Borne a engagé la responsabilité de son Gouvernement sur la 1ère partie du Projet de Loi de Finances pour 2023, après avoir eu recours à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution.

Le Gouvernement a alors présenté le texte sur lequel il engageait sa responsabilité : un texte complété et nourri par plus d'une centaine d'amendements issus des partis de la majorité mais également de l'opposition, prenant ainsi en compte les 50 heures de débats qui se sont tenus dans l'hémicycle.

Je me réjouis que l'amendement de mon collègue Renaissance Xavier Roseren, identique au mien, ait été retenu dans ce texte !

C'est une belle satisfaction, résultat des demandes que beaucoup de maires avaient exprimées lors de la venue du Ministre Franck Riester, fin août.

Cet article prévoit une extension du nombre de communes qui pourront appliquer une taxe annuelle sur les logements vacants. En effet, jusqu'à présent, seules les communes classées en zone tendue de plus de 50.000 habitants pouvaient appliquer cette taxe. Par ailleurs, les maires des communes classées en zone touristique pourront appliquer une surtaxe des résidences secondaires à travers la taxe d'habitation, allant de 5 à 60%.

Nous attendons donc le décret qui fixera la liste des communes concernées. Je tâcherai de défendre au mieux l'intérêt des habitants de la 1ère circonscription du Morbihan, nos communes et nos élus locaux, afin de faire inscrire l'ensemble des 25 communes de notre territoire sur la liste du décret. J'ai d'ailleurs adressé, très récemment, un courrier à Madame Caroline Cayeux, Ministre déléguée chargée des collectivités, pour relayer cette demande.



HORIZONS

LES DÉPUTÉS HORIZONS AGISSENT POUR LE LOGEMENT et ONT OBTENU :

- La prorogation de l'abattement sur les plus-values immobilières en cas de cession d'un bien en vue de la réalisation de logements;
- La prorogation du **dispositif «Malraux» de réduction d'impôt** en faveur des immeubles situés dans un quartier ancien dégradé (QAD) pour un an.

MES DÉPLACEMENTS

PONTIVY



Présente au Congrès de l'AMF du Morbihan à Pontivy en présence des maires de notre département, pour assister à des tables rondes sur les défis majeurs de notre territoire : transition énergétique, eau, logement, agriculture, etc...



Inauguration du Salon de l'agriculture Ohh-la-vache pour échanger avec nos éleveurs et producteurs. Ils sont les acteurs clés de notre territoire, en participant à sa richesse et à son développement.

MUZILLAC



Inauguration du nouveau poste d'assainissement de Pénesclus, à Muzillac, en présence du Maire Michel Criaud, qui est également mon suppléant, Philippe Le Gal, Président du comité régional et national de la conchyliculture, et de nombreux élus.

J'ai tenu à être présente pour soutenir ce projet exemplaire qui fait face aux problématiques du territoire et s'inscrit dans la continuité de la politique environnementale.

La qualité de l'eau est un enjeu majeur de notre territoire, et je ne manquerai pas de m'engager sur ce sujet tout au long de mon mandat.



Nous étions plus de 9.000 femmes à arborer le tee-shirt rose le 9 octobre dernier, lors de la Vannetaise, pour soutenir toutes les femmes qui luttent contre le cancer du sein.

VANNES

CIRCONSCRIPTION



La Jeune Chambre Économique (JCE) de Vannes à l'Assemblée nationale le 22 novembre prochain

J'ai reçu le 14 octobre, à ma permanence, deux représentants de la Jeune Chambre Économique (JCE) de Vannes, Tyfaine et Guillaume, qui m'ont sollicitée pour participer et soutenir l'action citoyenne ParlemEntreprise.

La JCE de Vannes et sa région, réseau économique très dynamique sur notre territoire, participe à la création de projets entrepreneuriaux et répond aux besoins spécifiques de ses membres.

J'ai déjà eu l'occasion d'échanger à plusieurs reprises avec ces jeunes citoyens actifs dont j'apprécie et soutiens les engagements pour l'environnement, l'innovation et la responsabilité sociétale et environnementale.

Dans le cadre de l'action ParlemEntreprise, je suis allée à la rencontre de la start-up Zalg, une jeune pépite vannetaise primée plusieurs fois au SIAL, un des plus grands salons alimentaires français.

Soucieuse d'être à l'écoute du réseau économique de mon territoire, j'ai pris plaisir à échanger avec Tanguy Gestin, l'un des jeunes cofondateurs de cette start-up qui commercialise des algues bretonnes destinées à l'alimentation humaine.

Zalg a déjà tout d'une grande, en comprenant les besoins mondiaux futurs pour nourrir la planète avec en plus la touche locale « made in BZH » !

Leur prochain événement se déroulera à l'Assemblée nationale le 22 novembre prochain. À cette occasion, toutes les JCE de France seront présentes et restitueront leurs différentes actions menées récemment.



Une nouvelle classe bilingue en breton ouverte à Noyal-Muzillac

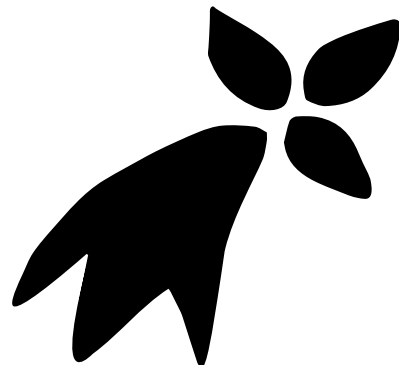
Vendredi 21 octobre 2022, j'étais présente à Noyal-Muzillac pour l'inauguration d'une nouvelle classe de maternelle bilingue français/breton ouverte en cette rentrée 2022 au sein de l'école du Sacré-Coeur.

Les enfants étaient heureux de nous faire découvrir à travers plusieurs activités ludiques (chants, danses, lecture) leur joie d'apprendre le breton avec, selon leur enseignant, une « facilité d'adaptation » surprenante.

En tant que parlementaire bretonne, je m'engage à soutenir la transmission des langues bretonnes et encourager leur enseignement. Patrimoine culturel, son avenir sera assuré et protégé par la transmission au travers des enfants.

Bravo pour cette belle dynamique et un grand merci pour leur accueil, et en particulier celui de l'enseignant, Jean-Patern ARS !

Je ne peux que leur souhaiter « Labourit mat bugale, plijadur aveit ar bloavé »





Cérémonies du 1er novembre à Vannes

J'ai rendu un hommage aux morts pour la France le 1er novembre 2022 à Vannes aux côtés des élus de ma circonscription et j'ai assisté au déroulement de quatre cérémonies :

- les cimetières de Calmont et de Boismoreau
- le monument aux morts au plateau de la Garenne
- un hommage rendu aux inspecteurs de la SNCF, Robert Favrel et Jules Lincy, à la gare de Vannes

Honorer nos morts est un devoir et m'y associer chaque année est prioritaire dans mon emploi du temps. Ce le fût en tant qu'adjointe, et ce le sera encore en tant que députée.



Une belle visite avec Habitat et Humanisme à Vannes

De retour dans ma circonscription, vendredi 28 octobre, j'ai échangé avec les bénévoles et résidents de la résidence intergénérationnelle « la Maison bleue » d'Habitat et Humanisme Morbihan: 17 familles hébergées individuellement et en autonomie dans un immeuble en centre-ville de Vannes, un lieu de vie en commun et un jardin partagé.

Un grand merci aux responsables bénévoles pour le temps qu'ils m'ont consacré, sur un sujet majeur de notre territoire : le logement ! Selon un résident : « La clé d'un logement c'est le début de tout » !

Bravo à Habitat et Humanisme pour ce projet social d'accueil et d'accompagnement de tous les publics fragilisés et isolés au travers de leurs actions valorisantes dans notre circonscription où le lien social se fait dans son entier. <https://www.habitat-humanisme.org>

→ NOMINATION À LA COMMISSION SUPÉRIEURE DU NUMÉRIQUE ET DES POSTES (CSNP)



Le 22 octobre, j'ai été désignée par la Présidente de l'Assemblée nationale, membre de la Commission Supérieure du Numérique et des Postes (CSNP).

Cette nomination a été publiée au Journal Officiel.

La Commission Supérieure du Numérique et des Postes est composée de sept députés désignés par la Présidente de l'Assemblée nationale, sept sénateurs désignés par le président du Sénat, et trois personnalités qualifiées nommées par le Ministre de l'Économie, des Finances, et de la souveraineté industrielle et numérique.

La CSNP rend des avis sur les textes législatifs et réglementaires et fait des propositions sur les sujets numériques et postaux. Ses avis sont adressés au Gouvernement, à l'administration et ainsi qu'aux autorités compétentes (ARCEP, ANSSI, ANCT, etc.) Elle publie régulièrement des rapports d'activités.

La CSNP traite des sujets liés au numérique (couverture du territoire en THD, déploiement de La 5G, inclusion numérique, etc.) ainsi que des missions de service public confiées à la poste.

PRESSE ET MÉDIAS



Retrouvez mon interview «Anne Le Hénauff: un engagement politique sans faille», publiée dans **S&D Magazine** le 10 octobre, qui donne une bonne place aux enjeux du numérique et à la cybersécurité

 [Lire l'article](#)

Retrouvez l'article de **Ouest-France** du 25 octobre dernier, qui revient sur ma nomination à la Commission Supérieure du Numérique et des Postes (CSNP) par la Présidente de l'Assemblée nationale.



 [Lire l'article](#)



Retour sur ma visite de la Maison bleue de l'association Habitat et humanisme, avec son président Jacques Vincent, des bénévoles et des locataires dans **Le Télégramme**.

 [Lire l'article](#)

Visionnez le reportage de **Tébésud**, sur le fonctionnement de ma permanence parlementaire à Vannes, diffusé dans l'émission «Bonjour Bretagne», le 7 octobre dernier.

Durant une matinée, un journaliste m'a suivie dans ma vie d'élue en circonscription et a pu échanger avec trois personnes que je recevais en rendez-vous.



ME CONTACTER

Anne Le Hénanff
Députée du Morbihan

Membre de la commission de la Défense
Conseillère municipale de Vannes
Conseillère communautaire de GMVA

PERMANENCE

21, rue Thiers
56000 VANNES
☎ 02. 97. 44. 59. 42

ASSEMBLÉE NATIONALE

126, rue de l'Université
75007 PARIS
☎ 01. 40. 63. 17. 46

✉ anne.lehenanff@assemblee-nationale.fr

SUIVEZ MON ACTUALITÉ

📘 @ALehenanff
📷 @lehenanff
🐦 @ALehenanff
🌐 Anne Le Hénanff

Inscrivez-vous à ma
newsletter